

Les économies de l'Est fragilisées par la guerre

L'inflation va peser sur plusieurs pays d'Europe centrale, confrontés aussi à l'afflux de réfugiés ukrainiens

Lorsque la guerre en Ukraine a éclaté, Beata Nowak n'a pas hésité longtemps avant de sauter dans sa voiture pour foncer jusqu'à la frontière ukraino-polonaise. « Mon appartement avait une chambre libre depuis le départ de ma colocataire, explique cette Varsoviennaise de 36 ans, qui travaille dans la restauration. Je me suis dit : tu as une place pour recueillir une personne fuyant les bombes, c'est ton devoir de le faire. » Depuis le 9 mars, elle héberge Anna, une étudiante venue de la région de Kharkiv. « Nous vivons à deux sur mon salaire et je l'accueillerai aussi longtemps qu'il faudra », assure-t-elle. Avant de confier : « Mais avec l'inflation, les fins de mois se compliquent. »

Plus de 4 millions d'Ukrainiens ont fui leur pays depuis l'invasion russe, se réfugiant d'abord dans les pays frontaliers – à commencer par la Pologne, mais aussi la Hongrie, la Roumanie ou la République tchèque. « Je ne connais pas une personne de mon entourage qui n'aide pas les réfugiés d'une façon ou d'une autre », dit Grzegorz Siewlewicz, économiste chez Co-face, à Varsovie. Au-delà du drame humain, la guerre en Ukraine va bouleverser les économies d'Europe de l'Est en profondeur.

La délicate intégration des réfugiés ukrainiens « Cet afflux sans précédent d'Ukrainiens est un immense défi à court terme, mais aussi, à certains égards, une possible chance sur le long terme », résume Pavel Sobisek, économiste chez UniCredit, à Prague. Dans un premier temps, leur accueil va augmenter les dépenses – publiques et privées – d'hébergement, de soin et d'éducation. Les chercheurs de Capital Economics estiment leur hausse de l'ordre de 1 % à 3 % du produit intérieur brut (PIB) de la région sur les douze prochains mois. Avant la guerre, la Pologne, la Hongrie, la République tchèque

faisaient face à une importante pénurie de main-d'œuvre, liée autant au dynamisme de l'économie qu'aux évolutions démographiques – faible natalité et émigration. Les réfugiés pourraient-ils pallier ce manque ? « Pas évident, car la plupart sont des femmes avec enfants, qui espèrent repartir vite, alors que les besoins locaux sont forts dans l'industrie

et le BTP, des emplois plus masculins », résume Grzegorz Siewlewicz. Et beaucoup d'Ukrainiens employés dans ces secteurs en Pologne sont repartis pour se battre – ce qui, à court terme, intensifie les pénuries de travailleurs.

« Pour les réfugiés qui resteront par choix ou nécessité, la pleine entrée sur le marché du travail nécessitera des investissements non négligeables dans la formation professionnelle et l'apprentissage de la langue de la part des pays d'accueil. Autant de dépenses qui seront largement "remboursées", les années suivantes, par les impôts sur le revenu payés par les réfugiés et leur contribution à la société », ajoute Ljubica Nedelkoska, spécialiste du sujet au Complexity Science Hub Vienna, un centre de recherche autrichien.

A long terme, leur intégration dans l'emploi pourrait gonfler la taille de la population active polonaise de 2,5 % environ, estime Capital Economics, et de 1 % en Hongrie, en Slovaquie et en Roumanie.

Une forte dépendance au gaz russe et à l'économie allemande

Les économies polonaise, tchèque et hongroise avaient démarré 2022 sur les chapeaux de roue. « Mais la guerre en Ukraine, combinée à l'inflation et aux risques de pénurie, représente un risque majeur pour le reste de l'année », souligne Jan Vejmelek, chef économiste de Komerční Banka, une filiale de la Société générale, à Prague. Selon lui, une récession sur le prochain trimestre n'est pas exclue, en particulier si un embargo sur le gaz russe est décrété.

Et pour cause : « 95 % du gaz consommé en Hongrie vient de Russie, ce qui explique que Budapest ne soutienne guère les sanctions contre Moscou », résume Laszlo Csaba, économiste à l'université d'Europe centrale, à Budapest. Selon lui, la crise risque de renforcer un peu plus encore l'interventionnisme illibéral de Viktor Orban, réélu le 3 avril pour un quatrième mandat. Et la Hongrie n'est pas le seul pays exposé : 100 % du gaz tchèque est importé de Russie, 85,4 % du slovaque,

La région sera affectée par le ralentissement de la zone euro, son principal partenaire commercial

75,2 % du bulgare et 54,9 % du polonais. Pour le reste, l'Europe de l'Est commerce peu avec la Russie et l'Ukraine : ces deux pays représentent en moyenne 3 % seulement des exportations de la région. Mais voilà : 10 % des produits intermédiaires utilisés par les industriels polonais proviennent de Russie, et cette part monte à 25 % pour la Bulgarie. En outre, l'Ukraine pèse 80 % des importations de minerai de fer consommé en République tchèque et en Pologne. Laissant craindre des ruptures d'approvisionnement. Le producteur automobile tchèque Skoda, qui appartient au groupe Volkswagen, a annoncé qu'il devrait réduire sa production.

Reste que la région sera surtout affectée par le ralentissement de la zone euro, son principal partenaire commercial. Et en particulier de l'Allemagne, qui a largement déployé ses chaînes de production automobile en Pologne, en République tchèque, en Slovaquie et en Hongrie. Or, l'économie allemande, très dépendante des énergies fossiles et mise à mal par les tensions sur le commerce mondial liées aux confinements en Chine, devrait enregistrer un sérieux coup de frein. Dans ces conditions, la croissance polonaise devrait s'établir au mieux à 3,2 % en 2022, contre 4,5 % précédemment estimés, tablent les économistes d'ING, et celle de la Hongrie à 5,2 % contre 6,2 %. Mais elles pourraient chuter bien plus en cas d'un embargo sur le gaz russe.

L'inquiétante flambée des prix 8,5 % en Roumanie et 11,1 % en République tchèque en février, 10,9 % en Pologne en mars...

« Mon pays n'avait pas connu une telle inflation à deux chiffres depuis les années 1990 », analyse Jan Vejmelek. C'est d'autant plus inquiétant que le phénomène concerne l'ensemble des prix, pas uniquement ceux de l'énergie et de l'alimentaire. »

Déjà fortes avant la guerre, en raison de la pénurie de main-d'œuvre poussant les salaires à la hausse – en janvier, ils ont progressé de 13,7 % en Hongrie –, ces tensions inflationnistes devraient s'intensifier ces prochains mois. « Nos sous-traitants augmentent leurs prix parfois d'une semaine sur l'autre, nos marges fondent : avec une telle inflation, il est devenu impossible pour les petites entreprises comme nous de prévoir des investissements. Nous sommes comme tétanisés », raconte Magda Gawlikowska, dont l'entreprise familiale, en Pologne, importe des vins étrangers.

« Sans surprise, les ménages les plus pauvres, qui ne sont pas en mesure de négocier des hausses de salaire, seront les plus touchés », ajoute Frank Neffke, du Complexity Science Hub Vienna. La part des dépenses incompressibles liées au chauffage et à l'énergie représente, en effet, 25 % du budget des ménages en Roumanie et 22 % en Hongrie, contre 7 % en Allemagne.

Les mesures prises par le gouvernement hongrois, qui tente de plafonner les prix des denrées de base (farine, sucre, lait...), ou celui de la Pologne, qui a supprimé la TVA sur le gaz, n'auront un effet sur l'inflation qu'à court terme, sans permettre de l'enrayer.

L'instabilité des devises Pour tenter de juguler les hausses de prix, les banques centrales de la région ont entamé une remontée brutale de leurs taux directeurs. Mardi 5 avril, la Banque nationale de Pologne a relevé le sien de 3,5 % à 4,5 %, soit sa septième hausse consécutive en sept mois. Depuis le 24 février, elle est aussi intervenue sur le marché des changes, en vendant massivement des devises étrangères con-

LES CHIFFRES

100 %

C'est la part du gaz consommé en République tchèque importé de Russie. Elle est de 95 % pour la Hongrie, 85,4 % pour la Slovaquie, 75,2 % pour la Bulgarie, 54,9 % pour la Pologne et 44,8 % pour la Roumanie.

3 %

Il s'agit du montant, en moyenne, des exportations de biens et services des pays d'Europe de l'Est destinés à la Russie et l'Ukraine, en 2019. A titre de comparaison, 20 % à 30 % des exportations polonaises, tchèques, slovaques et hongroises vont vers l'Allemagne.

2,4 %

Le taux de chômage en République tchèque en février, selon Eurostat. Il était de 3 % en Pologne et de 3,7 % en Hongrie. Le faible nombre de demandeurs d'emploi alimente les tensions inflationnistes dans la région.

tre du zloty, afin de maintenir le cours de celui-ci.

Face à la guerre, nombre d'investisseurs inquiets ont en effet vendu les devises de l'Est (zlotys, mais aussi forints hongrois, couronnes tchèques ou encore lei roumains) pour se replier vers les valeurs refuges (le dollar), contraignant les banques centrales à agir. Le 31 mars, celle de la République tchèque a ainsi relevé son taux directeur de 4,5 % à 5 %, au plus haut depuis 2001. Si les devises se sont pour le moment stabilisées, elles pourraient de nouveau être secouées si le conflit s'élargissait. Les banques centrales pourraient alors se trouver confrontées à un scénario de type « stagflationniste », où la hausse des taux échouerait à enrayer la hausse des prix, mais contribuerait au tassement de la croissance. ■

MARIE CHARREL



Des réfugiés ukrainiens devant une agence pour l'emploi, à Ostrava, en République tchèque, le 30 mars. DRAHOSLAV RAMIK/AP

ÉDITION SPÉCIALE

Tous les bénéfices de ce supplément seront reversés à l'association Alliance Urgences pour l'Ukraine.



Historiens, écrivains, poètes... Une sélection de réflexions sur le conflit en cours publiées dans la presse étrangère.

Chez votre marchand de journaux jusqu'au 21 avril